



S.N.C.C.
Le + militant



Les syndicats CFE-CGC de la recherche scientifique interpellent les candidats à l'élection présidentielle 2017

Quelle place donnerez-vous à la recherche en France ? Et comment ?

La Recherche une priorité vitale pour la France ?

Il n'est aujourd'hui de pays dans le monde qui compte sans investissements massifs dans la recherche scientifique et l'innovation, dont les résultats permettent de soutenir et de dynamiser le développement économique et l'emploi à court, moyen et long terme. La recherche scientifique, source de la connaissance, est le fondement de l'essor économique et technologique. Malgré ces enjeux vitaux, la France semble avoir abandonné depuis quelques années l'ambition qui a été la sienne. À l'aube des années 1960, le nombre de chercheurs avait été augmenté de manière considérable, avec des investissements massifs pour l'anticipation des mutations à venir et la formation supérieure de la jeunesse. Alors que de nombreux pays, suite en particulier à la crise de 2008, ont choisi de préparer l'avenir en augmentant leurs dépenses de recherche, celles de la France semblent stagner. Ainsi, l'objectif maintes fois affiché d'atteindre 3 % du PIB consacré à la recherche apparaît plus que jamais inaccessible. La stagnation financière d'ensemble s'est accompagnée paradoxalement d'une frénésie de changements dans l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur :

- regroupements, fusion, disparitions de laboratoires, création de l'ANR, du HCERES, lancement des PIA, créations des SATT, des IRT, mise en place de COMUE, IDEX, ISITE, Labex, Équipe,
- volonté de faire émerger une douzaine d'universités de recherche de stature internationale,
- envie affichée de transformer les organismes de recherche nationaux en simples agences de moyens, écriture de stratégies en tous genres (SNR, StraNES, SRI, S3).

En moins de quinze ans, c'est un immense vertige qui a saisi le monde de la recherche. ***Pour quels résultats ?***

La recherche a ceci de particulier qu'elle ne se conçoit que dans le contexte d'une compétition internationale de très haut niveau. Or, depuis quelques années et malgré (ou à cause de ?) les bouleversements profonds imposés récemment, le système français semble à la peine, perdant du terrain dans de nombreux domaines :

- faute d'investissements suffisants, notamment dans les moyens récurrents des laboratoires, tout autant que d'un manque flagrant de vision à moyen et long terme ;
- faute de moyens d'appui suffisants face à l'inflation de la bureaucratie, qui conduit les chercheurs à réduire la part consacrée à la recherche pour se consacrer à des tâches administratives et d'évaluations redondantes, et à la course aux financements ;
- faute du faible nombre de promotions, de la difficulté dans les mobilités, des tensions croissantes entre équipes ou individus tant la pression des recherches de financement et des évaluations est forte ;
- faute d'attention portée aux personnels de la recherche dont les métiers sont, au fil du temps, devenus de moins en moins attractifs ;
- étant donné la sélection sévère pour des postes académiques rares, les rémunérations faibles dans le secteur public malgré des études longues et un âge de recrutement élevé, le manque de reconnaissance du doctorat, ainsi que la préférence accordée aux ingénieurs dans le secteur privé, qui sont autant de freins à l'attractivité pour les études doctorales et les soutenances de thèses,

la France n'a-t-elle plus d'ambition pour sa recherche ?

Les organisations syndicales CFE-CGC du monde de la recherche ne réclament pourtant pas un retour à on ne sait quel soi-disant âge d'or idéalisé. Elles estiment inadaptée, dangereuse et contre-productive la transposition directe et inadaptée de modèles venus d'ailleurs.

Les organisations syndicales CFE-CGC de la recherche vous demandent d'inventer un nouveau fonctionnement, appuyé sur les spécificités et les forces de la recherche française, son appui sur le territoire, sa renommée internationale dans de nombreux domaines et, surtout, le talent immense et l'investissement passionné de ses personnels.

L'élection présidentielle devrait être une belle occasion pour chacune et chacun de s'emparer de cette question et d'en exposer ses orientations puisque c'est l'avenir de notre pays qui est plus que jamais en jeu.

Le meilleur moyen de lutter contre les obscurantismes passe par l'accroissement des connaissances et une formation au plus haut niveau d'un maximum de citoyens.

Nous, organisations syndicales CFE-CGC de la recherche, jugeons indispensable que :

- les organismes publics bénéficient de dotations pérennes en financement et en personnels ;
- les établissements publics notamment EPST et EPIC soient partie prenante dans l'élaboration des décisions publiques et des choix de société ;
- l'administration de la recherche soit simplifiée ;
- l'attractivité des métiers de la recherche soit une priorité des politiques publiques.

Les organisations syndicales CFE-CGC de la recherche vous demandent, comme à chaque candidate et candidat, d'annoncer ce que vous, *[inscrire ici la qualité (M. ou Mme), le prénom et le nom de la candidate ou du candidat concerné]*, vous engagez à faire effectivement en cas de succès à cette élection présidentielle, en précisant pour le court, le moyen et le long terme, quel(s) sera ou seront :

- votre vision pour la recherche française et aux partenariats publics-privé ?
- vos choix quantitatifs et qualitatifs de moyens consacrés par l'État à la recherche publique, à la recherche privée et aux partenariats public/privé ?
- votre projet d'avenir pour les personnels de la recherche ?
- vos actions pour soulager les chercheurs et leurs organismes du poids bureaucratique qui les bride et les détourne de leur mission ?
- vos choix de perspectives pour les jeunes qui souhaiteraient demain se diriger vers les métiers de la recherche ?

In fine, les organisations syndicales CFE-CGC de la recherche vous demandent instamment d'inclure dans vos choix et vos débats la nécessité d'une recherche scientifique française forte qui dessine l'avenir de notre pays.

Dr Sylvain PICAUD

Dr Mohamed BOUDALAA

Dr Alain GIODA

**Secrétaire général
SNIRS CFE-CGC**

**Délégué syndical
de la SNCC CFE-CGC à l'INERIS**

**Délégué syndical de l'UNARED
CFE-CGC à L'IRD**